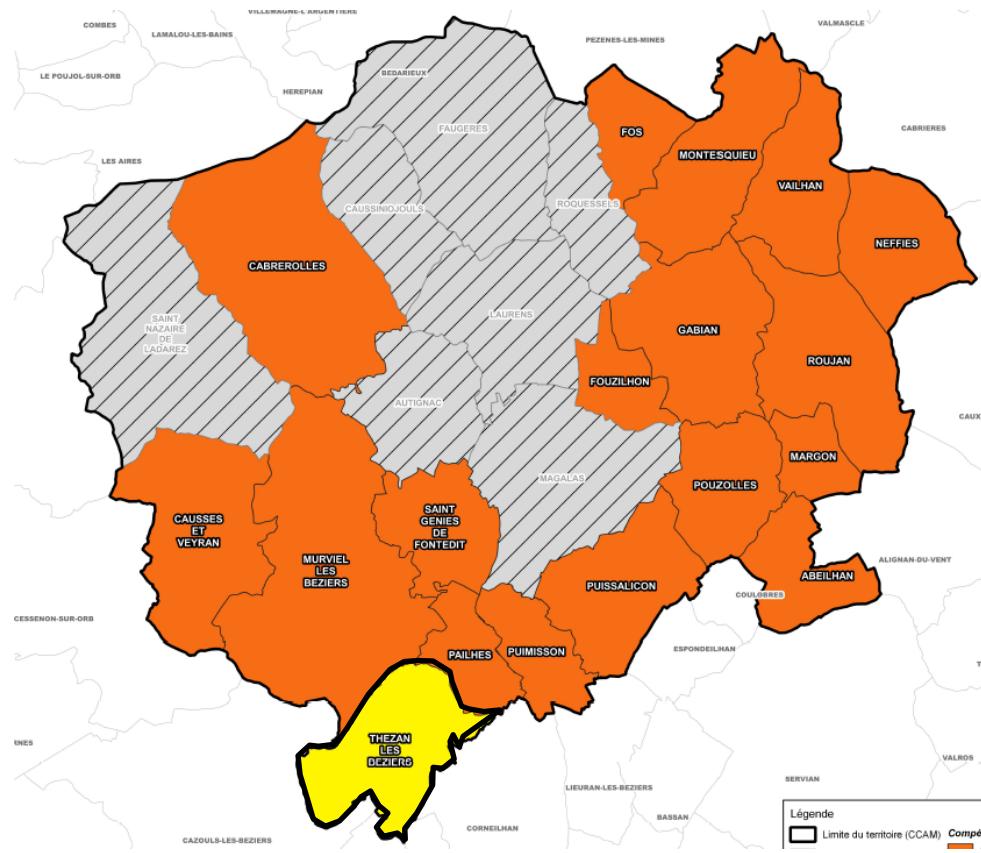


Zonage d'assainissement – Commune de Thézan-lès-Béziers

Département de l'Hérault



Communauté de communes Les Avants Monts



Commune de Thézan-lès-Béziers : Zonage d'assainissement collectif et non collectif

Dossier d'enquête publique

Novembre 2024

Département de l'Hérault

Zonage d'assainissement

Dossier d'enquête publique

Référence	20.015	20.015	
Version	a	B	
Date	Décembre 2023	Novembre 2024	
Auteur	Pierre-Alexandre FOURÈS	Guillaume ROSAT	
Collaboration	Guillaume ROSAT Rachid OULADMIMOUN	Rachid OULADMIMOUN	
Visa	Yannick PIEAUGEARD	Yannick PIEAUGEARD	
Diffusion	CCAM	CCAM	

ENTECH Ingénieurs Conseils

Sommaire

1	Introduction	5
2	Présentation de la commune	6
2.1	Situation de la commune	6
2.2	Contexte climatique	6
2.2.1	Pluviométrie	7
2.2.2	Température.....	7
2.2.3	Rose des vents	8
2.3	Géologie et hydrogéologie	9
2.3.1	Géologie	9
2.3.2	Hydrogéologie.....	10
2.4	Contexte hydrographique.....	12
2.4.1	Réseau hydrographique	12
2.4.2	Zones inondables	13
2.5	Patrimoine environnemental	14
2.5.1	ZNIEFF	14
2.5.2	Natura 2000	15
2.5.3	Autres zones naturelle remarquables.....	15
2.6	Patrimoine culturel – Sites inscrits et sites classés	16
2.7	Contexte réglementaire et documents cadre du bassin versant	16
2.7.1	SDAGE – Rhône-Méditerranée	16
2.7.2	SAGE Orb-Libron.....	19
3	Population et dispositions liées à l'urbanisme	21
3.1	L'urbanisme de la commune	21
3.1.1	Le document d'urbanisme	21
3.1.2	Les logements	21
3.2	Données démographiques.....	21
3.2.1	La population permanente	21
3.2.2	La population saisonnière.....	22
3.2.3	Synthèse	22
3.2.4	Evolution démographique	23
3.2.5	Développement urbain	23
3.2.6	Développement économique	24
4	Etat actuel de l'assainissement	25
4.1	Assainissement collectif.....	25
4.1.1	Le réseau d'eaux usées	25
4.1.2	La station de traitement des eaux usées.....	26
4.1.3	Synthèse du diagnostic réseau	26
4.2	Assainissement non collectif.....	28

ENTECH Ingénieurs Conseils

4.2.1	Configuration actuelle	28
4.2.2	Etat des lieux de l'existant	28
5	Projet de zonage de l'assainissement.....	29
5.1	Assainissement collectif	29
5.1.1	Perspectives de raccordement	29
5.1.2	Charges à traiter et station d'épuration en situation future	29
5.1.3	Analyse capacitaire des postes de refoulement.....	30
5.1.4	Analyse capacitaire de la STEU	31
5.1.5	Les zones d'assainissement non collectif	31
5.1.6	Contraintes à la mise en œuvre de l'assainissement de type non collectif.....	32
5.1.7	Dispositions communes à tout dispositif d'épandage	33
5.1.8	Le service public d'assainissement non collectif	34
6	Conclusion du projet de zonage	35
6.1	Assainissement collectif	35
6.2	Assainissement non collectif.....	35
7	Obligations de la commune et des particuliers.....	36
7.1	Assainissement collectif	36
7.2	Assainissement non collectif.....	36
7.2.1	Obligations de la commune	36
7.2.2	Obligations du particulier	38
8	Glossaire	41
9	Liste des Pièces.....	42
9.1	Annexes	42
9.2	Pièces graphiques	42

1 INTRODUCTION

La Directive Européenne n°91/271/CEE du 21 mai 1991, fixe les conditions de collecte, de traitement et de rejet des eaux usées résiduaires.

Elle a été retranscrite en droit français par la Loi sur l'Eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 et les décrets d'application associés.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 a complété et modifié la loi initiale sur l'Eau de 1992. Les prescriptions pour la planification et la gestion du système d'assainissement communal figurent dans l'article 35 de la Loi sur l'Eau et son décret d'application n° 94-469 du 3 juin 1994.

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes (ou leurs groupements en charge de l'assainissement) doivent délimiter, après enquête publique :

- Les **zones d'assainissement collectif** où elle est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elle est tenue d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.

Le présent document constitue l'établissement du zonage d'assainissement collectif et non collectif de la commune Thézan-lès-Béziers, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes Les Avants Monts concernant sa compétence assainissement.

L'étude du zonage s'est déroulée en plusieurs parties :

- Un état des lieux de la commune (environnement, sensibilités, contraintes, zones de développement urbain...);
- Un rappel des données urbaines de la commune ;
- L'état des lieux de l'assainissement ;
- La définition des scénarios d'assainissement ;
- Le choix d'un scénario d'assainissement et la constitution du dossier d'enquête publique relatif au zonage d'assainissement de la commune.

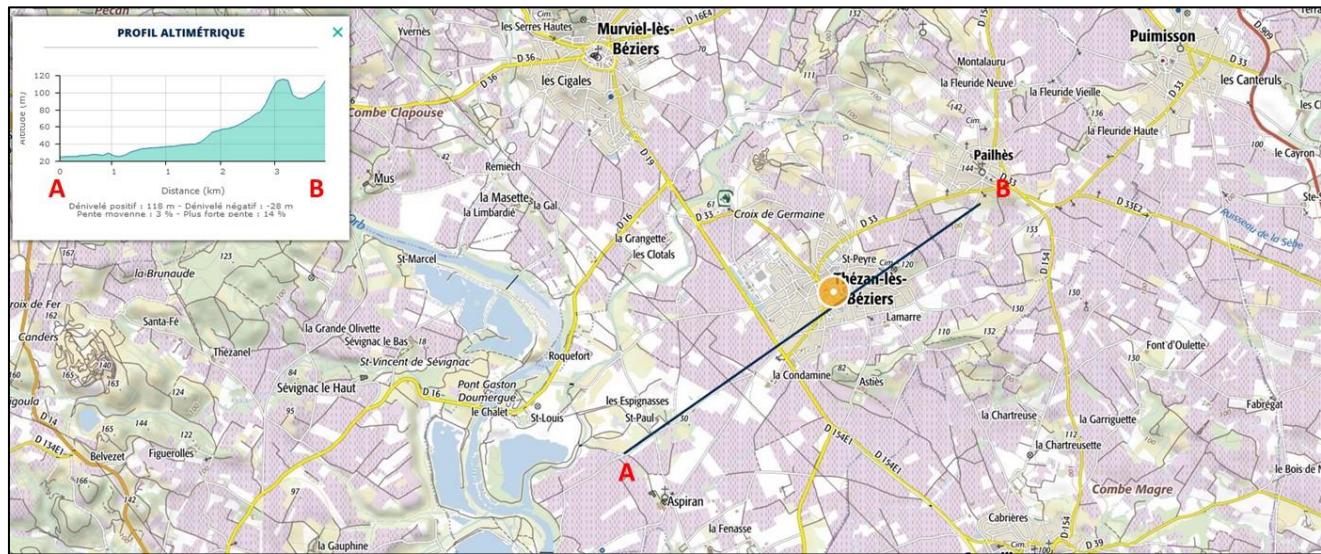
Ce présent mémoire constitue le dossier d'enquête publique de la commune de Thézan-lès-Béziers.

2 PRESENTATION DE LA COMMUNE

2.1 SITUATION DE LA COMMUNE

La commune de Thézan-lès-Béziers est située dans le département de l'Hérault (34) à une quinzaine de kilomètre au nord-est de la ville de Béziers. Elle fait partie du canton de Cazouls-lès-Béziers et depuis 2017, elle a intégré la communauté de communes des Avant-Monts.

Le territoire de la commune de Thézan-lès-Béziers s'étend sur environ 16.39 km².



2.2.1 Pluviométrie

La pluviométrie moyenne mensuelle est de 50.3 mm, la pluviométrie moyenne annuelle est de 701 mm pour une moyenne de 93 jours de pluie par an. Ces moyennes étant calculées sur les 10 dernières années de mesure.

Le graphe suivant présente la pluviométrie moyenne mensuelle des 10 dernières années.

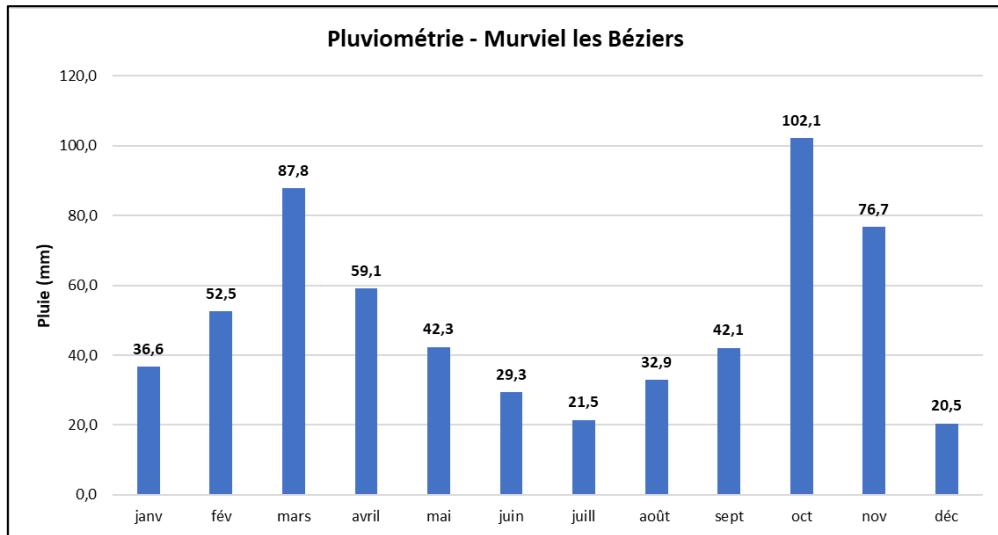


Figure 2: Pluviométrie - Station de Murviel-lès-Béziers

Nous observons sur le graphe ci-dessus que la répartition des pluies est très inégale au cours de l'année avec la présence de plusieurs périodes de sécheresse : de juin à août et en décembre. Le climat méditerranéen est en effet caractérisé par des précipitations abondantes notamment à l'automne et au printemps (de mars à avril et d'octobre à novembre), qui se produisent sous forme d'averses violentes entraînant un ruissellement important et une montée des eaux des cours d'eau.

2.2.2 Température

Le climat de la commune est de type méditerranéen. Il se caractérise par des hivers doux, des étés chauds et un ensoleillement très élevé.

La température moyenne annuelle à la station de Murviel-lès-Béziers est de 16.0 °C, la température moyenne estivale (juin, juillet, août) est de 23.2 °C et la température moyenne hivernale est de 7.4 °C (décembre à mars). Le graphe suivant présente l'évolution des températures minimales, moyennes et maximales au cours de l'année, les valeurs présentées correspondants aux moyennes sur les 10 dernières années.

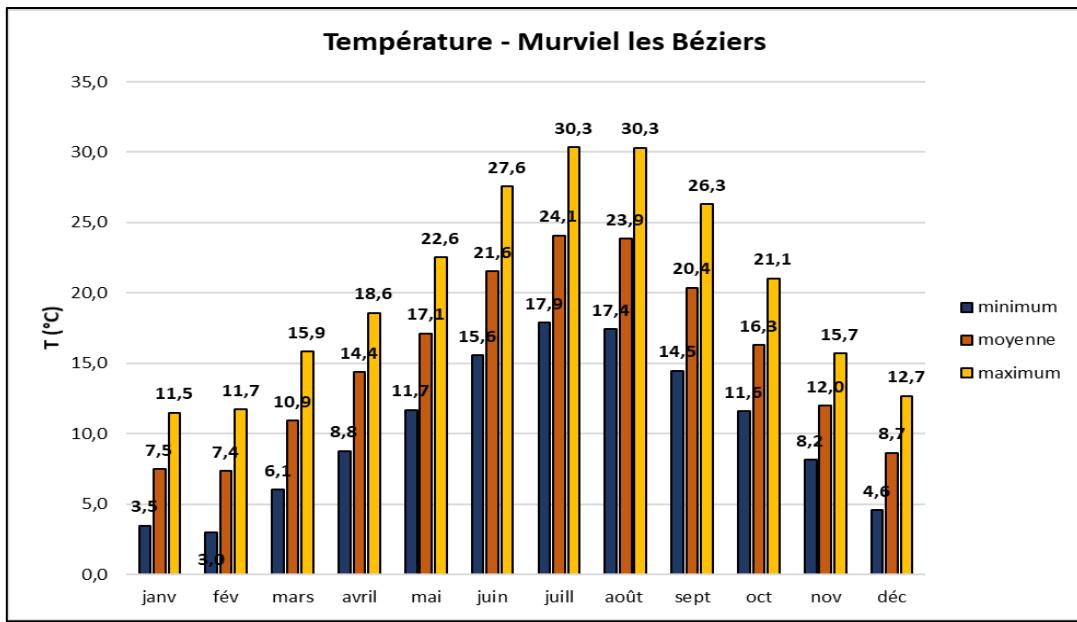


Figure 3: Répartition des températures - station de Murviel-lès-Béziers

2.2.3 Rose des vents

La rose des vents a été établie au poste de Pézenas de janvier à décembre 2006.

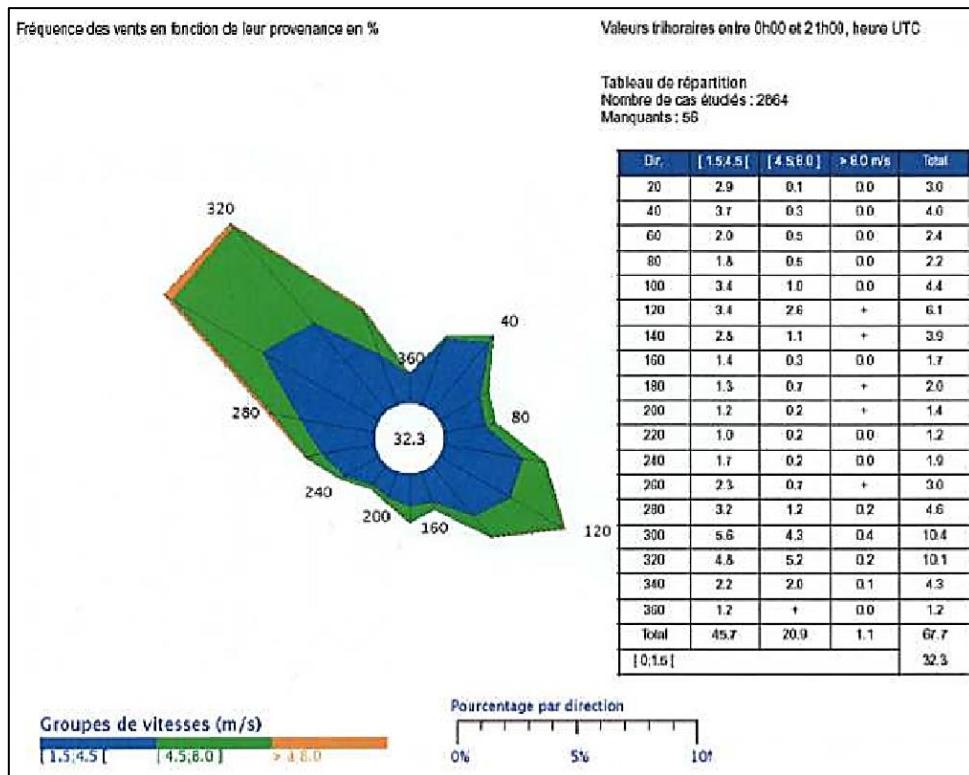


Figure 4: Rose des vents au poste de Pézenas en décembre 2006

Elle met en évidence :

- Un régime dominant Nord-Ouest de type Mistral ou Tramontane (environ 30 % des mesures).

ENTECH Ingénieurs Conseils

- Des vents du secteur Sud de type vent d'Autan (environ 18 % des mesures).
- Une vitesse moyenne du vent inférieure à 16 km/h dans 78% des cas, dont environ 32% inférieure à 5,5 km/h.
- Des vents de vitesse supérieure à 28 km/m dans seulement 1% des mesures.

Les rafales les plus violentes sont pour la majorité en provenance du secteur Nord-Ouest.

En fonction de l'emplacement d'une station de traitement des eaux usées par rapport aux habitations, des risques de désagréments par les odeurs peuvent survenir pour les habitants.

En tenant compte de l'emplacement des habitations par rapport aux stations de traitement des eaux usées (proximité et orientation), la station de traitement des eaux usées de Thézan-lès-Béziers ne fait pas partie des stations présentant un risque de désagrément des habitants par rapport aux odeurs

En effet les habitations sont situées à l'Est de la station de traitement des eaux usées et présentent donc un risque de désagrément d'odeur d'ordre faible.

2.3 GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

2.3.1 Géologie

La carte géologique de la région de Pézenas (BRGM, 1/50 000ème) permet de dresser le contexte général de la région. Le territoire de la commune de Thézan-lès-Béziers présente des terrains de nature géologique variée comme le montre la figure ci-dessous.

- **Le bourg ancien** de Thézan-lès-Béziers repose sur un socle rocheux à base de grès et de calcaire, avec sur la moitié Nord une couche superficielle de matériaux variés à base de blocs de grès et de sable. Il s'agit de terrains présentant une **forte perméabilité de surface et une assez forte perméabilité en grand**, qui se traduit par des résurgences temporaires sur le versant Ouest de la croupe qui porte le village ;
- **La partie Sud du bourg**, entre le centre ancien et la RD 19, correspond à une zone de colluvions, sous forme d'accumulation de conglomérat issu de l'érosion du versant gréseux et calcaire, mais avec des teneurs en argile parfois non négligeable. Ces sols hétérogènes peuvent présenter localement des **perméabilités moindres** qu'au niveau du village historique, mais qui restent compatibles avec une infiltration des eaux pluviales. La partie la plus basse, c'est-à-dire la frange de 200 mètres de large en bordure de la RD 19, repose sur des alluvions de la haute terrasse de l'Orb : il s'agit de matériaux sablo-graveleux fortement décalcifiés et avec des horizons consolidés par concrétionnement, qui restent globalement assez fortement perméables mais peuvent contenir des micro-nappes perchées. Ces matériaux concernent aussi la partie Sud-Est du village ;
- **Le hameau de la Malhauta** est bâti sur les alluvions de la moyenne terrasse de l'Orb, constituées de matériaux sablo-graveleux non consolidés et couvert de limon peu à moyennement argileux mais très peu épais (0 à 30 centimètres). Des sondages et des essais de mesure de perméabilité sur ce secteur dans les alluvions de la basse et de la moyenne terrasse de l'Orb ont montré que les limons sont généralement sableux (d'où la présence de sablières), et quelquefois sablo-argileux à argilo-sableux. Les coefficients de perméabilité varient entre 50 et 150 mm/h, ce qui est **suffisant pour l'infiltration** des eaux pluviales d'une parcelle d'habitat classique.

En conclusion, on retiendra que les sols sont **globalement aptes à l'infiltration des eaux pluviales**. Des difficultés locales pour la mise en place de dispositifs d'infiltration pourraient résulter soit de pentes trop fortes, soit de la présence à faible profondeur du rocher calcaire ou gréseux sur la partie Sud-Est du bourg, ou encore de conglomérats massifs dans la « demi-couronne » concernant tout le Sud du bourg.

ENTECH Ingénieurs Conseils

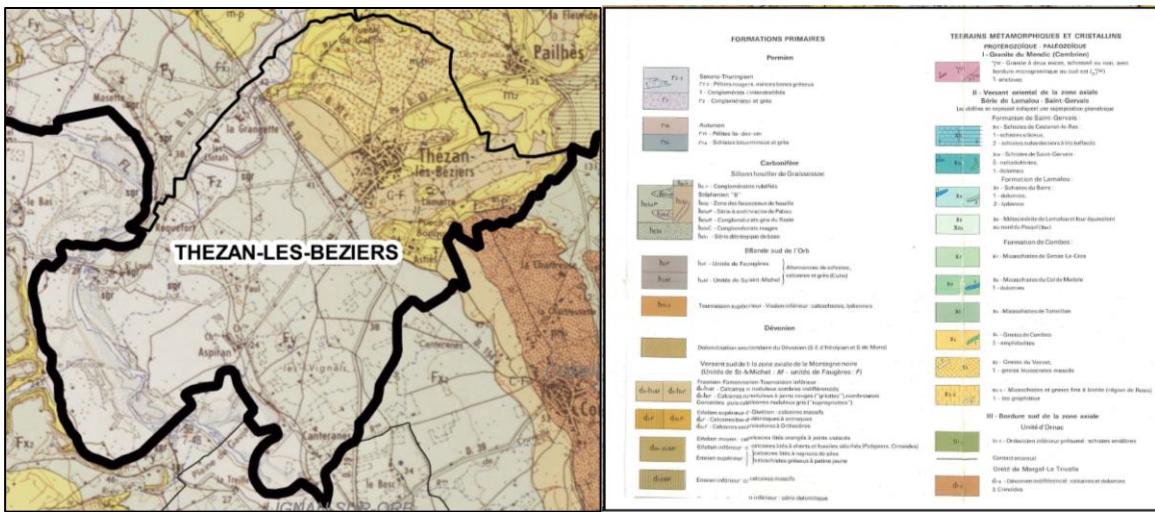


Figure 5:Contexte géologique sur la commune de Thézan-lès-Béziers

La carte géologique est présentée au livret des plans.

2.3.2 Hydrogéologie

2.3.2.1 Généralités et vulnérabilité des eaux souterraines

Sur le périmètre d'étude, deux masses d'eaux souterraines sont recensées. L'illustration suivante permet de les identifier et de localiser les zones de la commune au droit des différentes masses d'eaux.

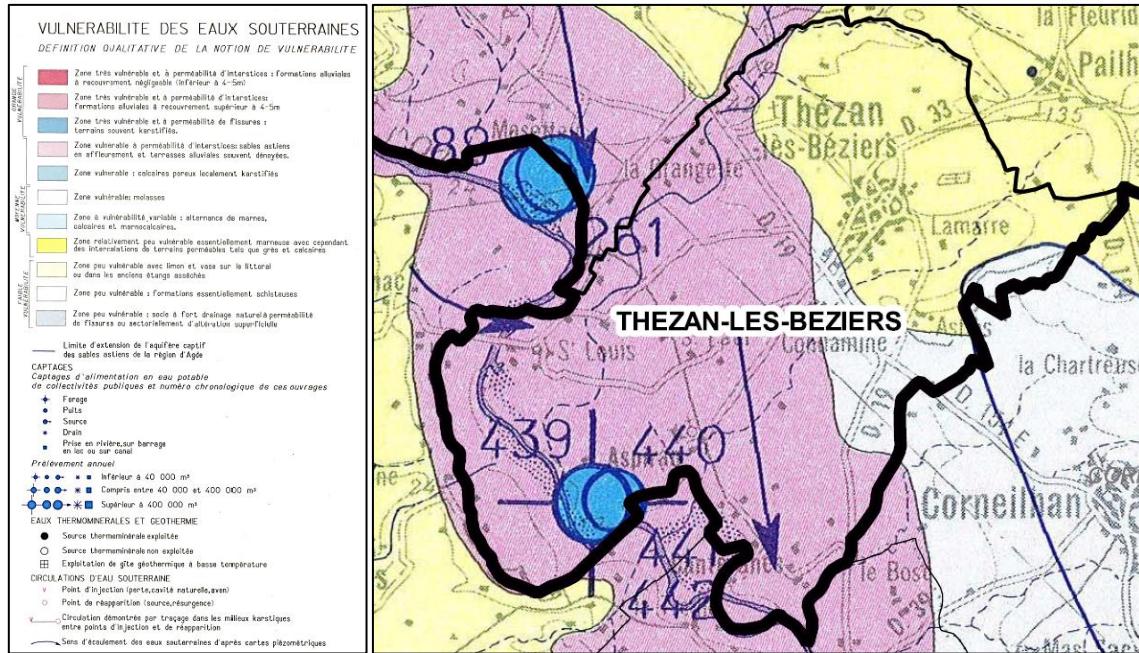


Figure 6: Contexte hydrogéologique de la commune de Thézan-lès-Béziers

Selon la carte de vulnérabilité des eaux souterraines établie par le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières), la commune de Thézan-lès-Béziers se situe majoritairement en zone très vulnérable par les formations alluviales de l'Orb qui constituent une zone à perméabilité d'interstices.

ENTECH Ingénieurs Conseils

En effet ce sont des formations à recouvrement négligeable (inférieur à 4-5 m). A l'Est de la commune, il y a présence d'une zone relativement peu vulnérable essentiellement marneuse avec cependant des intercalations de terrains perméables tels que grès et calcaires.

La carte des masses d'eau souterraines est présentée au livret des plans.

2.3.2.2 Alimentation en eau potable de la commune

La commune de Thézan-lès-Béziers est traversée par l'Orb dans sa partie Sud-Ouest. Son bassin versant regroupe une surface de 1 573 km².

Dans les formations mio-pliocènes qui portent notamment le bourg ancien de Thézan-lès-Béziers, on rencontre quelques aquifères au niveau de passées sableuses pouvant donner lieu à quelques sources parfois artésiennes mais de débit modeste. De plus, ces nappes se situent à plusieurs dizaines de mètres de profondeur en général.

Dans les zones de cailloutis et de conglomérats, on rencontre des micro-nappes accessibles à partir de puits, mais les débits et les volumes disponibles restent très modestes. C'est notamment le cas sur la partie Sud-Est du bourg, entre Astiès et la cave coopérative.

Dans la plaine alluviale de l'Orb, qui se développe entre ses terrasses anciennes, on observe une perméabilité importante, plus forte que sur les terrasses anciennes (surtout les hautes terrasses, qui sont consolidées). Large de 200 à 300 mètres et en liaison directe avec les écoulements superficiels, cette nappe est réalimentée par l'Orb. Un contrat de rivière a été signé en 1994. Les objectifs de ce contrat de rivière sont essentiellement d'optimiser la ressource en eau que constitue l'Orb mais aussi améliorer la qualité des eaux.

Par ailleurs, la carte de vulnérabilité des eaux souterraines établie par la BRGM classe le territoire communal de Thézan-lès-Béziers en zone très vulnérable au niveau de l'Orb et du Taurou, en zone vulnérable au Sud (en limite avec Corneilhan) et en zone relativement peu vulnérable ailleurs.

C'est dans la nappe de la plaine alluviale de l'Orb que sont implantés les captages d'alimentation en eau potable du secteur de Thézan-lès-Béziers, avec des installations pouvant prélever 150 à 200 m³/h. Ainsi les captages (sous forme de deux forages et de deux puits) alimentant le secteur de Thézan-lès-Béziers sont regroupés au niveau de la Plaine d'Aspiran. Des périmètres de protection ont été déterminés par le DUP du 16 janvier 2012.

On retiendra que la limite de la zone sensible par rapport aux captages de la Plaine d'Aspiran correspond à la RD 19, puis contourne le hameau de la Malhauta par le Nord : ce hameau comme le bourg de Thézan-lès-Béziers se situent donc hors de la zone sensible sur le plan de l'hydrogéologie.

Enfin, ajoutons qu'en cas d'utilisation de dispositifs d'infiltration d'eaux pluviales, qui peuvent porter une certaine pollution en cas d'orage notamment, il se produit dans les sols en place (qui sont riches en sable) une assez bonne filtration avant que les nappes souterraines ne soient atteintes. Néanmoins, il est nécessaire de considérer le risque de pollution de la nappe au cas par cas avant tout rejet vers un puits.

2.3.2.3 Périmètres de protection des captages

La commune de Thézan-lès-Béziers est concernée par deux périmètres de protection de captage.

La STEU de Thézan-lès-Béziers, le PR STEU, le DO entrée STEU se situent sur le périmètre de protection éloigné de Corneilhan F. Sud.

ENTECH Ingénieurs Conseils

Le PR Malhaute et le DO Malhaute se situent sur le périmètre de protection éloigné de La Barque P2.

2.4 CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

2.4.1 Réseau hydrographique

D'une manière générale, le réseau hydrographique sur Thézan-lès-Béziers correspond à deux types de vecteurs hydrauliques :

- Des **cours d'eau naturels de fort débit de crue et de débit d'étiage assez faible**, ces cours d'eau s'écoulant dans une vallée alluviale relativement large à l'intérieur de laquelle existe une certaine divagation au cours des siècles. Il s'agit de l'**Orb**, qui est le principal cours d'eau traversant la commune et qui sert d'exutoire à la totalité des autres cours d'eau, ainsi que du **Taurou**, affluent de rive gauche de l'Orb au droit du domaine d'Aspiran ;
- Des **cours d'eau naturels intermittents**, qui ne sont alimentés pratiquement que par le ruissellement des eaux pluviales. Ces cours d'eau présentent la particularité d'être assez encaissés en fond de vallon en amont de la RD 19, avec des crues rapides. Ces cours d'eau servent parfois d'exutoire des réseaux pluviaux de collecteurs et de fossés. On peut citer notamment le ruisseau de **Canterane** (qui longe la Malhaute), **le ruisseau du Bouquet et son affluent le ruisseau de Saint-Pierre** (ou ruisseau de la Carriérasse) qui est busé en réseau unitaire sous le bourg de Thézan-lès-Béziers, ou encore le ruisseau de la Garenne qui marque la limite communale au Nord-Ouest.

On peut noter que le réseau de fossés agricoles est très peu développé à Thézan-lès-Béziers, les fossés existants étant en général des fossés de route ou le prolongement du réseau pluvial du bourg.

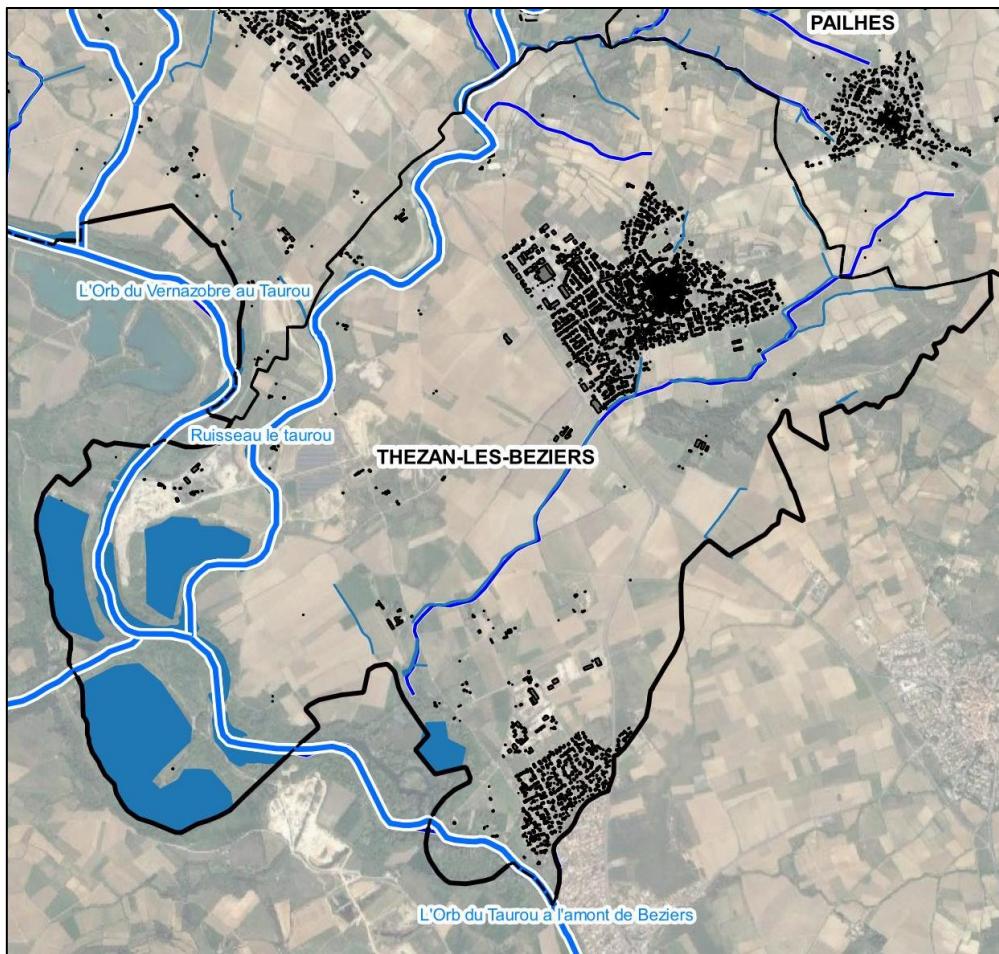


Figure 7: Réseau hydrographique de la commune de Thézan-lès-Béziers

2.4.2 Zones inondables

2.4.2.1 Contexte

Le Plan de Prévention des Risques Inondation du bassin versant de la Moyenne Vallée de l'Orb, a été prescrit par arrêté préfectoral du 14 mai 2002. Il regroupe les communes de Cazouls lès Béziers, Lignan sur Orb, Maraussan, Murviel lès Béziers et Thézan lès Béziers.

Il définit les zones inondables présentes sur les territoires communaux et les classe selon 4 catégories :

- la zone Rouge « R », pour les zones inondables naturelles, peu ou non urbanisée, d'aléa indifférencié
- la zone Rouge « RU », pour les zones inondables urbanisées d'aléa fort
- la zone bleue « BU », pour les zones inondables urbanisées, d'aléa modéré
- la zone bleu « Bp » pour les zones naturelles à urbanisation future soumises à un aléa de ruissellement pluvial faible.
- la zone blanche, sans risque prévisible pour la crue de référence

ENTECH Ingénieurs Conseils

Il détermine les mesures de protection et de prévention à mettre en œuvre pour les risques naturels d'inondation, ainsi que les règlements applicables au sein de chacune des zones précédemment définies.

2.4.2.2 Zones inondables

La surface du territoire communal concernée par les inondations représente 32% de la surface totale.

Les secteurs inondés sont limités aux abords du Taurou, du ruisseau de la Condamine, du ruisseau de la Canterane et de l'Orb. Dans le secteur des « Ponches » et des Planches » la limite de commune semble être superposée à un ancien lit de l'Orb. La moitié du cours d'eau aurait alors entraîné un glissement du lit vers l'est, créant ainsi un vaste lit moyen inondable lors des crues fréquentes. Pour un événement rare, les hauteurs d'eau sont estimées supérieures à 2 mètres pouvant atteindre jusqu'à 5.5 mètres. Les vitesses en lit majeur sont supérieures à 0.5 m/s. Pour un événement exceptionnel le champ d'inondation peut atteindre une largeur de 150 à 400 mètres. La topographie de la commune permet aux secteurs urbanisés d'être épargnés par les inondations. Seuls quelques lotissements récents, à proximité du ruisseau de la Condamine, sont localement concernés par les débordements du cours d'eau.

La carte du PPRI est présenté en annexe

2.5 PATRIMOINE ENVIRONNEMENTAL

2.5.1 ZNIEFF

Une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique) est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe : elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. La loi de 1976 sur la protection de la nature impose cependant aux PLU de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de "détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier" à des espèces animales ou végétales protégées (figurant sur une liste fixée par décret en Conseil d'Etat). Pour apprécier la présence d'espèces protégées et identifier les milieux particuliers en question, les ZNIEFF constituent un élément d'expertise pris en considération par la jurisprudence des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat.

On distingue deux types de ZNIEFF :

ZNIEFF de type II :

La ZNIEFF de type II réunit des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles* possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

**Chaque ensemble constitutif de la zone est un assemblage d'unités écologiques, homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement.*

Les ZNIEFF de type II sont donc des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II

ENTECH Ingénieurs Conseils

fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

ZNIEFF de type I :

La ZNIEFF de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes*. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat caractéristique remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle du milieu environnant.

**Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison constante de caractères physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales ou animales caractéristiques.*

Les ZNIEFF de type I sont donc des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ils correspondent a priori à un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

2.5.1.1 ZNIEFF de type I

Une ZNIEFF de type I est recensée sur le territoire de la commune :

- La Vallée de l'Orb (n°910030383).

2.5.1.2 ZNIEFF de type II

Aucune ZNIEFF de type II n'est recensée sur le territoire de la commune.

2.5.2 Natura 2000

Les inventaires dits « Natura 2000 » correspondent à des territoires comportant des habitats naturels d'intérêt communautaire et/ou des espèces d'intérêt communautaire. Les « habitats naturels » (en général définis par des groupements végétaux) et les espèces d'intérêt communautaire présents en France font l'objet de deux arrêtés du Ministre chargé de l'environnement en date du 16 novembre 2001 (JO du 29/01/2002). Dans ces périmètres, il convient de vérifier que tout aménagement ne porte pas atteinte à ces habitats ou espèces.

Le réseau Natura 2000 est constitué :

- des Zones de Protection Spéciale (directive Oiseaux)
- des Zones Spéciales de Conservation (directive Habitats)

Les deux types de zones étant a priori indépendantes l'une de l'autre, c'est à dire qu'elles font l'objet de procédures de désignation spécifiques (même si le périmètre est identique).

De manière concrète tout programme ou projet de travaux, d'ouvrage ou d'aménagement soumis à un régime d'autorisation ou d'approbation administrative situé à l'intérieur d'un site Natura 2000 ou situé hors d'un site Natura 2000 mais soumis à étude d'impact, notice d'impact ou document d'incidence, et susceptible d'affecter le site de façon notable, doit faire l'objet d'une évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation. Le dossier d'évaluation doit être joint à la demande d'autorisation, d'approbation et au dossier d'enquête publique.

La commune de Thézan-lès-Béziers n'est concernée par aucune zone Natura 2000.

2.5.3 Autres zones naturelles remarquables

Sans objet.

2.6 PATRIMOINE CULTUREL – SITES INSCRITS ET SITES CLASSEES

La loi du 2 Mai 1930, intégrée depuis dans les articles L341-1 à L341-22 du code de l'environnement a pour objectif de : réorganiser la protection des monuments naturels et des sites de caractère, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. Cela permet de protéger et de conserver les milieux et les paysages dans leur état actuel ainsi que les villages, les bâtiments anciens, les centres historiques.

Il existe deux niveaux de protection :

- Le classement. C'est une protection forte qui correspond à la volonté de maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion ni la valorisation.
- L'inscription à l'inventaire supplémentaire des sites. Cette protection est une garantie minimale de protection.

Le territoire de la commune ne compte aucun site inscrit au titre des monuments historiques (loi du 2 mai 1930).

2.7 CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET DOCUMENTS CADRE DU BASSIN VERSANT

2.7.1 SDAGE – Rhône-Méditerranée

2.7.1.1 Présentation générale

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) a été introduit par la loi sur l'eau de 1992 en tant qu'outil de planification à l'échelle des grands bassins versants. Depuis la LEMA en 2006, c'est aussi l'instrument permettant l'atteinte du bon état des eaux défini par la DCE.

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2016-2021 (SDAGE RMC) a été approuvé le 3 décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin. C'est le document qui fixait jusqu'en 2021 les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

Dans la foulée de la synthèse des questions importantes qui se posent pour la gestion de l'eau, la fin d'année 2019 a vu l'adoption par le comité de bassin Rhône-Méditerranée de l'état des lieux révisé. De l'automne 2019 au printemps 2021, l'élaboration du futur SDAGE et de son programme de mesures a donné lieu à de nombreuses réunions associant les services de l'Etat et de ses établissements publics, les collectivités et les usagers socio-économiques.



Figure 8 : SDAGE RMC 2022-2027

Après leur adoption par le Comité de bassin le 25 septembre 2020, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 ainsi que le programme de mesures associé ont été approuvés le 21 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin, Préfet de la Région Rhône-Alpes.

Le SDAGE est entré en vigueur le 21 décembre 2022, pour une durée de 6 ans.

Il fixe la stratégie 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques ainsi que les actions à mener pour atteindre cet objectif.

2.7.1.2 Orientations fondamentales

Le SDAGE 2022-2027 comprend 9 orientations fondamentales. Celles-ci reprennent les 9 orientations fondamentales du SDAGE 2016-2021 qui ont été actualisées.

Les neuf orientations du SDAGE sont les suivantes :

0. S'adapter aux effets du changement climatique ;
1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
3. Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau ;
4. Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
6. Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides ;
7. Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

2.7.1.3 Enjeux sur la zone d'étude : Masse d'eau souterraine

Sur le territoire de la commune de Thézan-lès-Béziers, le SDAGE 2022-2027 rappelle que le bon état actuel des masses d'eau doit être maintenu. Les masses d'eau concernées sont deux masses d'eau souterraines.

- **Formations tertiaires et crétacées du bassin de Béziers-Pézenas** (Masse d'eau référencée FRDG510) –. Elle est en bon état quantitatif et mauvais état chimique. L'objectif de bon état quantitatif a été atteint en 2015. L'objectif de bon état chimique est fixé pour 2027.
- **Alluvions de l'Orb et du Libron** (Masse d'eau référencée FRDG316) – Elle est en mauvais état quantitatif et bon état chimique. L'objectif de bon état quantitatif est fixé pour 2027. L'objectif de bon état chimique a été atteint en 2021.

2.7.1.4 Enjeux sur la zone d'étude : Masse d'eau superficielle

La rivière de l'Orb et le Taurou sont des cours d'eau répertoriés au niveau des masses d'eau par l'agence de l'eau au sein du SDAGE Rhône – Méditerranée.

La commune de Thézan-lès-Béziers est donc incluse dans :

- le bassin versant de la masse d'eau « L'Orb du Vernazobre au Taurou » FRDR152. L'état écologique est classé « moyen » et l'état chimique est classé « bon ». L'objectif de bon

ENTECH Ingénieurs Conseils

état chimique a été atteint en 2015. L'objectif de bon état écologique est fixé à 2027.

- Le bassin versant de la masse d'eau « Le Taurou » FRDR11072

L'état écologique est classé « médiocre » et l'état chimique est classé « bon ». L'objectif de bon état chimique a été atteint en 2015. L'objectif de bon état écologique est déclaré « OMS ».

- Le bassin versant de la masse d'eau « L'Orb du Taurou à l'amont de Béziers » FRDR151a

L'état écologique est classé « bon » et l'état chimique est classé « bon ». L'objectif de bon état chimique a été atteint en 2015. L'objectif de bon état écologique a été atteint en 2021.

Pour rappel, d'après la DCE, les masses d'eau identifiée comme OMS correspondent à des masses d'eau tellement touchées par l'activité humaine ou dont les conditions naturelles sont telles que la réalisation des objectifs de bon état est impossible ou d'un coût disproportionné.

La station permanente à prendre comme référence en aval des rejets de la STEU est la station du Taurou à Thézan-lès-Béziers (code SANDRE : 06187330). L'évolution de la qualité de l'eau sur cette station est la suivante :

Le Taurou	2015	2016	2017
Etat écologique	Moyen	Moyen	Médiocre
Etat chimique	-	-	-

Tableau 1 - Etat chimique et écologique de la masse d'eau le Taurou

La définition du bon état d'un cours dépend de son bon état écologique et de son bon état chimique. Ainsi le bon état général est défini selon des règles d'agrégation définies en annexe 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 remplace celui du 25 janvier 2010. Cet arrêté définit les divers paramètres et méthodes de classification des états écologiques et chimiques des cours d'eau et masse d'eau.

De manière très générale :

- **l'état écologique** est défini selon 5 classes d'état écologique et sa classification dépend du paramètre le plus pénalisant, il prend en compte les éléments biologiques (invertébrés, diatomées, poissons), les éléments physico-chimiques généraux, polluants spécifiques de l'état écologique (arsenic, chrome, cuivre,).
- **l'état chimique** est bon lorsque l'ensemble des concentrations en polluants restent inférieures aux normes de qualité environnementale, la liste des polluants concernés sont définis en annexe 8 de cet arrêté.

Concernant en particulier les rejets des stations d'épuration, la qualité de ces eaux peut avoir un impact sur le cours d'eau au travers des éléments physico-chimiques définissant l'état écologique, en particulier les nutriments et partiellement le niveau du bilan de l'oxygène. Mais aussi, sur d'autres paramètres biologiques (invertébrés benthiques, diatomées, macrophytes, voire poissons).

L'Orb :

Le fleuve Orb prend sa source dans les monts de l'Escandorgue au mont Bouviala dans l'Aveyron et se jette dans la mer Méditerranée, à Valras plage. D'une longueur de plus de 135 km, il draine un bassin versant de 1 585 km².

Ses affluents les plus importants sont la Mare, le Jaur, le Vernazobres et le Lirou en rive droite, le Gravezon et le Taurou en rive gauche.

Le SDAGE préconise la mise en place des mesures suivantes concernant cette masse d'eau (FRDR152) :

- Altération de la continuité
 - ✓ Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)
- Altération morphologique :

ENTECH Ingénieurs Conseils

- ✓ Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau
- ✓ Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours
- Altération de l'hydrologie :
 - ✓ Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation
 - ✓ Mettre en œuvre des actions de réduction des impacts des éclusées générés par un ouvrage
 - ✓ Développer une gestion stratégique des ouvrages de mobilisation et de transfert d'eau
- Prélèvements :
 - ✓ Mettre en place un dispositif d'économie d'eau dans le domaine de l'agriculture
 - ✓ Mettre en place un dispositif d'économie d'eau auprès des particuliers ou des collectivités
 - ✓ Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau
 - ✓ Instruire une procédure d'autorisation dans le cadre de la loi sur l'eau sur la ressource

Le Taurou :

La rivière du Taurou, longue de 30.12 km, est un affluent de l'Orb où la confluence s'effectue au niveau de la commune de Thézan les Béziers. Elle prend sa source sur la commune de Cabrerolles.

Le SDAGE préconise la mise en place des mesures suivantes concernant cette masse d'eau (FRDR11072) :

- Pollution diffuse par les pesticides :
 - ✓ Limiter les apports en pesticides et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire
 - ✓ Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)
- Pollutions par les nutriments urbains et industriels :
 - ✓ Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)

2.7.2 SAGE Orb-Libron

L'arrêté préfectoral délimitant le périmètre du SAGE Orb-Libron date du 27 août 2009. Le SAGE a été approuvé le 5 juillet 2018 et couvre un périmètre de 1 700 km² qui s'étend sur 104 communes concernées par des enjeux communs.

Le SAGE du bassin des fleuves Orb-Libron est un document constitué de 2 parties distinctes et complémentaires :

- **Le PAGD, Plan d'Aménagement et de Gestion Durable** de la ressource en eau et des milieux aquatiques qui constitue le document principal. Il expose la stratégie retenue pour le bassin versant. Les objectifs généraux du SAGE sont définis puis déclinés en actions, prescriptions ou recommandations.
- **Le règlement** qui isole dans un document bien identifié les prescriptions d'ordre réglementaires du SAGE. Elles constituent ainsi les règles particulières, adaptées au contexte du bassin et nécessaires à une gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Sur la base des objectifs définis pour la gestion des eaux sur le périmètre du SAGE de l'Orb-Libron, le tableau suivant synthétise les actions, prescriptions ou recommandations spécifiques à l'**EU** qui concernent le territoire d'étude :

Objectifs et prescriptions spécifiques EU Commune Restaurer et préserver la qualité des eaux permettant un bon état des milieux aquatiques et la satisfaction des usages	
Thézan-lès-Béziers	<ul style="list-style-type: none"> - Actualisation des schémas directeurs d'assainissement et zonages réglementaires, ainsi que les diagnostics des réseaux - Prioriser la mise en conformité des dispositifs SPANCS sur les zones à enjeux sanitaires et environnementaux qui correspondent à minima aux secteurs suivants : Aire d'Alimentation de Captage (AAC), Zone de sauvegarde, Zone influençant la qualité des eaux de baignades - Etude de l'opportunité de mise en place d'un traitement du phosphore sur les systèmes d'épuration existants au niveau des bassins versants de l'Orb et du Libron classés en tant que zone sensible à l'eutrophisation

ENTECH Ingénieurs Conseils

3 POPULATION ET DISPOSITIONS LIEES A L'URBANISME

3.1 L'URBANISME DE LA COMMUNE

3.1.1 Le document d'urbanisme

La commune de Thézan-lès-Béziers dispose d'un Plan Local d'Urbanisme en vigueur depuis le 12/07/2005.

La commune est engagée depuis 2019 dans l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunale (PLUi) à l'échelle de la communauté de communes des Avant Monts.

A noter aussi que la commune de Thézan-lès-Béziers fait partie du territoire du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) du Biterrois approuvé le 26 juin 2013.

3.1.2 Les logements

Le tableau suivant présente l'évolution de la population permanente depuis 1968, les taux d'évolution annuels et l'évolution du nombre de logements sur la base des recensements INSEE :

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2019
Population permanente	1 499	1 957	2 016	2 008	2 077	2 422	2 699	3 029
Nombre de logements total	506	689	738	853	988	1 108	1 352	1 498
Dont résidences principales	484	646	686	733	838	952	1 118	1 302
Dont résidences secondaires et logements occasionnels	16	11	22	57	83	101	144	112
Dont logements vacants	6	32	30	63	67	55	90	84
Habitants/résidence principale	3,1	3,0	2,9	2,7	2,5	2,5	2,4	2,3

Figure 9 : Evolution de la population et du nombre de logements sur la commune de Thézan-lès-Béziers entre 1968 et 2019

La population permanente sur la commune de Thézan-lès-Béziers est de 3 029 personnes.

3.2 DONNEES DEMOGRAPHIQUES

3.2.1 La population permanente

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des populations permanentes.

Ces données sont basées sur les recensements de l'INSEE et sur les données de la mairie en 2020.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011	2019
Population permanente	1 499	1 957	2 016	2 008	2 077	2 422	2 699	3 029
Taux d'évolution annuel (%)	-	3,88%	0,43%	-0,05%	0,38%	2,22%	2,19%	1,45%

En 2019, la population permanente de la commune était de 3 029 personnes

Nous pouvons aussi visualiser l'évolution de la population de la commune sur le graphe suivant :

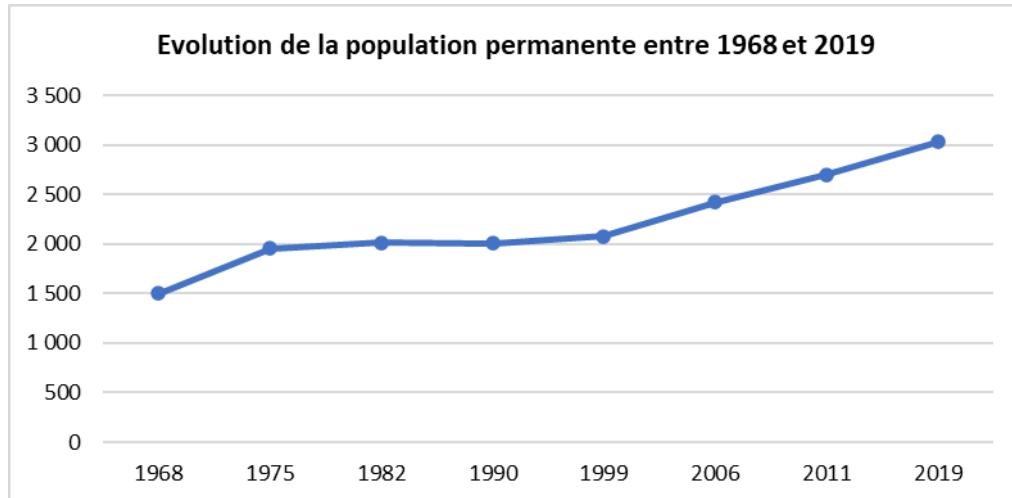


Figure 10 : Evolution de la population sur la commune de Thézan-lès-Béziers entre 1968 et 2019

La population de Thézan-lès-Béziers a connu une évolution assez importante entre 1968 et 1975. Elle a ensuite connue une stabilité durant la période s'étalant de 1975 à 1999. Depuis, sa croissance est régulière et constante.

3.2.2 La population saisonnière

D'après le recensement des résidences secondaires et structures d'accueil touristique de l'INSEE (2016) et des données transmises par la mairie, la population saisonnière est la suivante :

Type d'établissements	Résidences secondaires (2019)	Hôtellerie	Gîtes	Camping	Total
Nombre	144	0	0	0	
Capacité d'accueil (nb de pers)	2,3	0	0	0	
Population associée	330	0	0	0	330

Sur la commune de Thézan-lès-Béziers, la population saisonnière est donc estimée à 330 personnes en 2019.

3.2.3 Synthèse

Les populations actuelles retenues sont les suivantes.

On prend comme hypothèse que la population saisonnière est présente 2 mois de l'année, soit une population moyenne égale à la somme de la population permanente et de la population saisonnière sur deux mois.

La population maximale est la somme de la population permanente et de la population saisonnière.

THEZAN-LES-BEZIERS	Population permanente	Population saisonnière	Population totale
Population totale (2019)	3 029	330	3 359

Sur la commune, la population maximale actuelle est de 3 359 personnes.

3.2.4 Evolution démographique

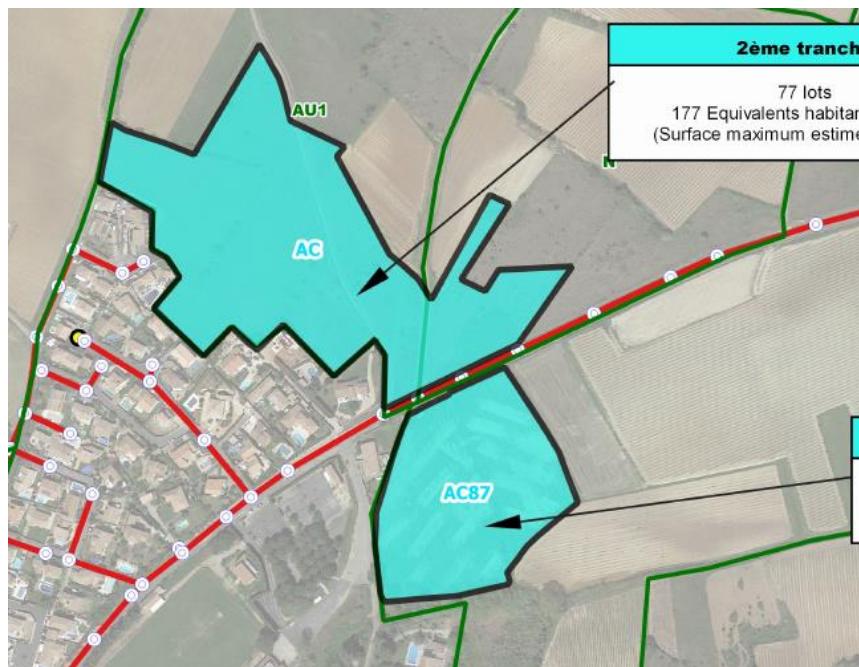
Le tableau présenté ci-après fait suite à des fiches de renseignement envoyés aux élus et pour lesquelles ils ont choisi une méthode de calcul de population projetée. Des réunions de confirmation ont permis de valider les hypothèses retenues.

Perspectives d'évolution - Données retenues	2025	2030	2035	2040	2045	2050
Population permanente	3240	3584	3700	3800	3900	4000
Population saisonnière	330	330	330	330	330	330
<i>Dont population saisonnière - Rés. 2nd</i>	330	330	330	330	330	330
<i>Dont population saisonnière - Structures touristiques</i>	0	0	0	0	0	0
Population totale maximale	3570	3914	4030	4130	4230	4330

A l'horizon 2030, la population permanente retenue sera de 3584 habitants, soit en période de pointe 3914 habitants. A l'horizon 2050, la population permanente retenue est de 4000 habitants, soit en période de pointe 4330 habitants.

3.2.5 Développement urbain

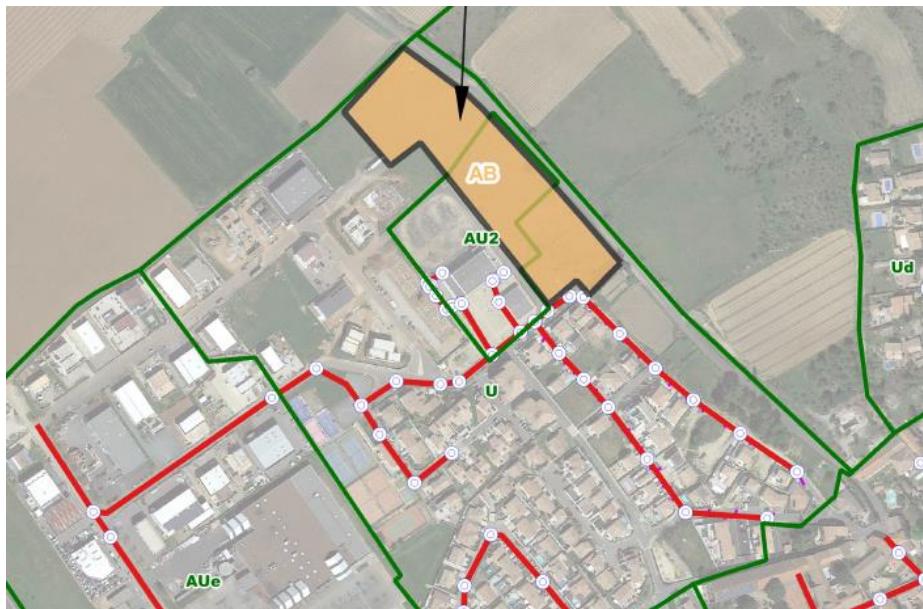
Sur la commune de Thézan-Lès-Béziers, deux zones urbanistiques à court terme ont été identifiées : 1^{ière} tranche et 2^{ième} tranche (277 E.H. environ).



Les deux zones sont situées à proximité immédiate du réseau d'assainissement sous la RD33 et peuvent donc faire l'objet d'un raccordement direct.

3.2.6 Développement économique

Sur la commune de Thézan-lès-Béziers, une zone économique à court terme a été identifiée : Extension ZAE



L'extension est située à proximité immédiate du réseau d'assainissement Rue Cébenna et peut donc faire l'objet d'un raccordement direct.

4 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT

4.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La compétence assainissement sur la commune de Thézan-lès-Béziers est assurée par la communauté de commune des Avants Monts. Cette dernière laisse l'exploitation de l'assainissement en délégation de service public à la SAUR.

4.1.1 Le réseau d'eaux usées

La commune de Thézan-lès-Béziers, dispose d'un réseau de collecte des eaux usées principal relié à la commune de Pailhès. Toutes les eaux usées sont dirigées vers la STEP à l'Ouest du village.

La commune possède également un réseau de collecte des eaux usées collectif pour le hameau de La Malhauta dont les effluents sont refoulés vers commune de Lignan-sur-Orb.

La commune de Thézan-lès-Béziers compte 23.2 kml de linéaire de réseau d'eau usée séparatif.

4.1.1.1 Etat des lieux du réseau

Le réseau d'assainissement des eaux usées de Thézan-lès-Béziers est constitué d'un linéaire total de **22 264 ml de type séparatif**. Les branchements particuliers ne sont pas pris en compte ici.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des matériaux et des diamètres des canalisations du secteur :

Thézan-lès-Béziers							
Diamètre (mm)	Amiante	Ciment (ml)	Béton (ml)	Béton (ml)	Inconnu (ml)	PVC (ml)	Total général (ml)
0					1189		1189
110						129	129
150	7368				1499		8867
160						218	218
200				14	1210	7963	9187
250	537				867		1405
300					241		241
500		168					168
600					200		200
2000					662		662
Total	7905	168	14		5868	8310	22264

Figure 11 : Répartition des matériaux et des diamètres des canalisations sur le réseau de Thézan-lès-Béziers

On remarque que la plupart des canalisations du réseau sont composée de PVC (37%) et que la plupart sont de diamètre 200 (41%).

4.1.1.2 Ouvrages particuliers

Le réseau comporte deux PR (STEU et Malhauta) et un déversoir d'orage (centre-ville).

Les ouvrages ont fait l'objet d'une visite terrain. Une fiche descriptive complète de chaque ouvrage est jointe en annexe.

4.1.2 La station de traitement des eaux usées

La commune de Thézan-lès-Béziers dispose d'une station de traitement des eaux usées sur son territoire.

Nom d'usage du site	Capacité nominale (EH)	Débit nominal (m ³ /j)	Chage nominale (kg/j)	Année de mise en service	Type de filière
STEU Thézan-lès-Béziers / Pailhès	4000	750	240	2008	Boues activées à aération prolongée+ lits de séchage plantés de roseaux

Figure 12 : Station d'épuration sur la commune de Thézan-lès-Béziers / Pailhès

4.1.2.1 Description des ouvrages

Une fiche station faisant un bilan du fonctionnement de la STEU est jointe en annexe.

4.1.2.2 Audit de la STEU

La STEU de Thézan-lès-Béziers-Pailhès a fait l'objet d'un diagnostic Génie Civil via une visite terrain par le cabinet GAXIEU.

Le diagnostic GC détaillé de la STEU de Thézan-lès-Béziers-Pailhès est à retrouver dans la fiche diagnostic du cabinet GAXIEU jointes en annexe du présent rapport.

4.1.2.3 Analyse capacitaire de la STEU

La STEU de Thézan-lès-Béziers-Pailhès a fait l'objet d'une analyse capacitaire en situation actuelle via les données fournies au cours de l'étude.

L'analyse capacitaire de la STEU est à retrouver dans la fiche « Analyse capacitaire et diagnostic du système de traitement de la station d'épuration de Thézan-lès-Béziers-Pailhès » du cabinet GAXIEU jointe en annexe du présent rapport.

4.1.3 Synthèse du diagnostic réseau

Dans la phase 2 du présent schéma directeur, les investigations suivantes ont été réalisés sur l'ensemble du territoire de la CCAM :

- Campagnes de mesures sur les systèmes d'assainissement en situation de nappe haute temps sec, avec une reconnaissance préalable de chaque système d'assainissement et l'étalonnage et la vérification des équipements en place (2 mois : du 1er Mai au 31 Juin 2023)
- Investigations complémentaires :
 - ✓ Sectorisations nocturnes sur l'ensemble des communes de la CCAM sous compétence EU
 - ✓ Tests à la fumée (13 communes sur 18)
 - ✓ Inspections télévisées (ITV) des réseaux (10,5 kml de réseau inspecté)

Les résultats détaillés (fiches mesures, graphiques, interprétation...) de l'ensemble de ces investigations sont à retrouver dans le rapport d'état des lieux et diagnostic de CEREG INGENIERIE joint en annexe du présent rapport.

4.1.3.1 Campagne de mesures

La campagne de mesures a montré les résultats suivants concernant les réseaux d'assainissement à l'échelle du système d'assainissement de Thézan-Les-Béziers-Pailhès :

- La sensibilité des réseaux aux intrusions d'ECP de temps sec : Faible sensibilité
- La sensibilité des réseaux aux phénomènes de ressuyage : Faible phénomène de ressuyage
- La sensibilité des réseaux aux intrusions d'ECPM : Moyenne sensibilité
- Les éventuels déversements sur les réseaux : Déversement à la moindre pluie sur le DO du Centre-Ville de Thézan-lès-Béziers

4.1.3.2 Sectorisation nocturne

La sectorisation nocturne a montré les résultats suivants concernant les réseaux d'assainissement à l'échelle du système d'assainissement de Thézan-lès-Béziers-Pailhès :

- Réseaux sensibles aux intrusions d'ECPP en période de nappe basse
- Galerie Unitaire : 2,9 m³/h
- Branche Colombier/Emile Zola/Alexandre Dumas : 0,7 m³/h
- Branche rue des Quatre Chemins : 0,5 m³/h

4.1.3.3 Tests à la fumée

Les tests à la fumée ont montré les résultats suivants à l'échelle du système d'assainissement de Thézan-lès-Béziers-Pailhès :

- 2 anomalies identifiées en domaine public (28% de toutes les anomalies identifiées)
- 5 anomalies en domaine privé (72% de toutes les anomalies identifiées)
- Une surface active minimum générée par ces anomalies de 310 m²
- 4 anomalies identifiées avec un niveau de risque très grave

4.1.3.4 Inspections Télévisées

Dans le cadre du schéma directeur, 1 300 ml de réseau sur la commune de Thézan-lès-Béziers ont fait l'objet d'une inspection.

Commune	Secteur inspecté par ITV	Diamètre	Matériau	Linéaire concerné par les travaux (ml)	Travaux préconisés
Thézan-lès-Béziers	Réseau de transfert	DN160 à DN300	AC-FC	1000	Renouvellement complet de 500ml en PVC DN200 Renouvellement complet de 500ml en PVC DN250

4.1.3.5 Synthèse

Sur les réseaux du système d'assainissement de Thézan-lès-Béziers-Pailhès, on note :

- **Une problématique faible d'intrusions d'ECPP dans les réseaux**
- **Une problématique faible des réseaux aux phénomènes de ressuyage**
- **Une problématique modérée d'intrusions d'ECPM dans les réseaux**
- **Des déversements occasionnels au niveau du réseau unitaire du centre-ville mais pas en entrée de la station**

ENTECH Ingénieurs Conseils

4.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

4.2.1 Configuration actuelle

La communauté de communes à la compétence assainissement non collectif sur la commune de Thézan-lès-Béziers mais sa gestion est assurée par la SAUR en exploitation du service public.

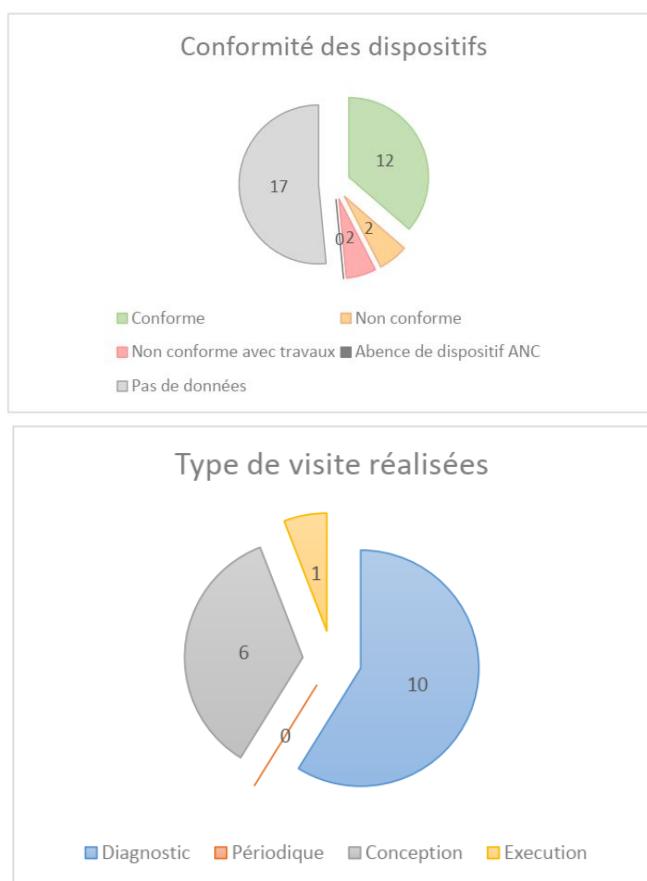
4.2.2 Etat des lieux de l'existant

4.2.2.1 Présentation de la méthodologie

Selon les données communiquées par le SPANC, en 2020, il existe 33 systèmes d'assainissement non collectif sur la commune de Thézan-lès-Béziers.

4.2.2.2 Synthèse des données fournies par le SPANC sur les installations d'assainissement non collectif

Les données concernant le recensement des installations en assainissement non collectif sont présentées dans les graphiques suivant :



De manière générale, en 2020, sur la majorité des installations, il n'y a pas assez de données pour permettre de définir la conformité d'un système en ANC sur la commune de Thézan-lès-Béziers par le SPANC.

5 PROJET DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

5.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

5.1.1 Perspectives de raccordement

Il existe des perspectives de raccordement sur la commune de Thézan-lès-Béziers. Des secteurs spécifiques ont été identifiés comme projet d'urbanisme futur.

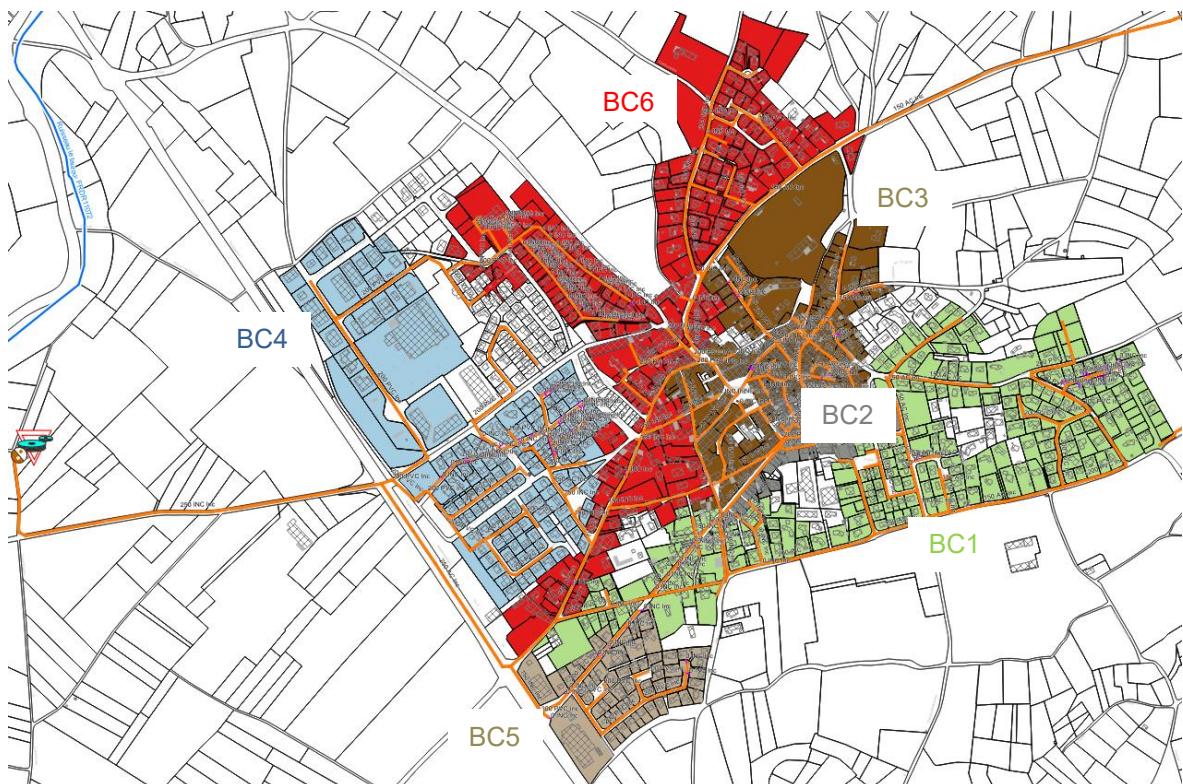
Il est projeté une population totale maximale de 4 330 habitants à Thézan-lès-Béziers à l'horizon 2050 (cf. titre 3.2.4).

5.1.2 Charges à traiter et station d'épuration en situation future

5.1.2.1 Analyse capacitaire des réseaux

Le réseau d'assainissement du bourg centre de Thézan-lès-Béziers-Pailhès est subdivisable en 6 bassins de collecte et collecte également les effluents de la commune de Pailhès.

Les bassins de collecte du réseau d'assainissement sont ainsi présentés :



Une analyse capacitaire des réseaux a été réalisé sur les réseaux de la commune de Thézan-lès-Béziers par :

- Calcul du débit de pointe horaire temps sec et temps de pluie à l'exutoire des réseaux (méthodologie explicitée en phase 3 du schéma directeur EU de la CCAM)/ Il a bien été pris en compte dans le calcul que certains exutoires des réseaux collectent également des effluents provenant des réseaux d'assainissement de la commune de Pailhès
- Calcul de la capacité hydraulique des réseaux (méthodologie explicitée en phase 3 du schéma directeur EU de la CCAM)

La capacité hydraulique maximale de chaque conduite de transfert correspond à un taux de remplissage de la conduite à 80%. En cas de dépassement de ce taux de remplissage, la capacité de la conduite sera considérée comme limitante.

Dans le cas de figure où la capacité de la conduite est limitante, l'analyse capacitaire a été réalisée à l'échelle du bassin de collecte associée afin de déterminer à quel point les réseaux en amont sont limitants. Le débit de pointe horaire temps et temps de pluie associé au bassin de collecte sera alors déterminé de la même façon qu'à l'échelle globale. Une estimation de la population raccordée au bassin de collecte est réalisée au prorata de la superficie du bassin de collecte par rapport à la superficie totale de collecte du système d'assainissement concerné. Le débit horaire de pointe ECPM est également déterminé au prorata de la superficie du bassin de collecte par rapport à la superficie totale de collecte du système d'assainissement concerné.

L'analyse capacitaire des réseaux a montré une sollicitation du réseau de transfert vers la STEU à 87% de sa capacité en situation actuelle et 91% à horizon 2050 en temps de pluie.

L'efficacité des travaux de réduction d'intrusions d'ECPM programmés dans le schéma directeur permettront d'éviter éventuellement la nécessité d'un renforcement de la capacité de la conduite à l'horizon 2050.

5.1.3 Analyse capacitaire des postes de refoulement

Pour chaque poste de refoulement, une analyse capacitaire des postes de refoulement en place a été réalisée par comparaison des débits entrants en temps sec et temps de pluie et la capacité des pompes en place du poste.

Les débits horaires entrants dans le poste sont déterminés à l'échelle du bassin de collecte associée aux PR.

Une estimation de la population raccordée au bassin de collecte est réalisée au prorata de la superficie du bassin de collecte par rapport à la superficie totale de collecte du système d'assainissement concerné. Les débits de pointe horaires en temps sec et temps de pluie entrants dans le PR sont alors estimés par application des mêmes hypothèses que l'analyse capacitaire des réseaux.

L'analyse capacitaire des postes de refoulement a montré une absence de problématique jusqu'à l'horizon 2050.

5.1.4 Analyse capacitaire de la STEU

Une analyse capacitaire des stations d'épuration actuellement en place a été réalisée par le cabinet GAXIEU.

Cette analyse capacitaire a consisté à projeter l'évolution des charges hydrauliques et organiques en entrée de la station d'épuration à trois horizons retenus :

- Projection PLUi soit horizon 2032
- Projection moyen terme soit horizon 2040
- Projection long terme soit horizon 2050

L'analyse capacitaire de la STEU pour les horizons retenus est à retrouver dans la fiche « Analyse capacitaire et diagnostic du système de traitement de la station d'épuration de Thézan-lès-Béziers-Pailhès » du cabinet GAXIEU joint en annexe du présent rapport.

L'analyse capacitaire de la STEU de Thézan-lès-Béziers-Pailhès a montré les résultats suivants :

- **Saturation hydraulique pour le percentile-95 en tout temps à l'horizon 2032, en moyenne en tout temps à l'horizon 2050**
- **Saturation organique pour percentile-95 et la CBPO à l'horizon 2032, en moyenne également à l'horizon 2050**

Il est donc prévu en priorité 1 des travaux de réduction des intrusions d'ECP sur les réseaux d'assainissement du système d'assainissement de Thézan-lès-Béziers-Pailhès.

En parallèle, une extension de la capacité épuratoire de la STEU de Thézan-lès-Béziers-Pailhès est programmé à l'horizon 2032. Sa capacité future de traitement sera de 5 500 E.H Assainissement non collectif

5.1.5 Les zones d'assainissement non collectif

La plupart des habitations actuelles de la commune Thézan-lès-Béziers sont raccordées aux réseaux de collecte des eaux usées.

Sur le territoire communal de Thézan-lès-Béziers, 33 installations d'assainissement non collectif ont été recensées par le SPANC. Ces logements font régulièrement l'objet d'un diagnostic par le SPANC.

Les logements concernés se situent :

- Lieu-dit Les Espinasses
- Lieu-dit Les Vignals
- Lieu-dit Les Clotals
- Lieu-dit Asties
- Domaine Lamarre
- Chemin de la Bedissière
- Chemin de la Barque

L'assainissement non collectif n'est pas prédominant sur la commune puisqu'il représente 33 logements sur un total de 1 498, soit seulement 2 % des systèmes épuratoires.

5.1.6 Contraintes à la mise en œuvre de l'assainissement de type non collectif

5.1.6.1 Les périmètres de protection de captages

Le périmètre de protection de captage de Corneilhan F. Sud est présent sur la commune, en conséquence, il existe des prescriptions à appliquer à l'assainissement.

D'après l'avis de l'hydrogéologue expert ainsi que l'arrêté de DUP du 16/01/2012, il a été reconnu que : « *Dans ce périmètre, une attention particulière est portée à l'application des dispositions suivantes :* »

Dispositions générales :

- *En règle générale, toute activité nouvelle doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraines et superficielle de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet. Les documents d'incidence ou d'impact à fournir au titre des réglementations qui les concernent doivent faire le point sur les risques de pollution de l'aquifère capté pouvant être engendré par le projet. Des prescriptions particulières peuvent être imposées dans le cadre des procédures attachées à chaque type de dossier.*
- *Les autorités chargées d'instruire les dossiers relatifs aux projets de construction, installations, activités ou travaux, doivent imposer aux pétitionnaires toutes mesures visant à interdire les dépôts, écoulements, rejets directs ou indirects, sur le sol ou le sous-sol, de tous produits et matières susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines. Cette disposition vise aussi les procédures de délivrance des permis de construire et la mise en place de dispositifs d'assainissements d'effluents d'origine domestique.*
- *En ce qui concerne les installations existantes pouvant avoir une influence sur la qualité des eaux souterraines, les autorités responsables doivent être particulièrement vigilantes sur l'application des réglementations dont elles relèvent et sur la réalisatino de leur mise en conformité.*

Ces recommandations s'appliquent en particulier aux installations suivantes (liste non limitative) qui peuvent présenter un risque pour les eaux souterraines captées :

- ✓ *Les canalisations de transport d'eaux usées, hydrocarbures et d'autres produits chimiques, etc...*
- ✓ *Les stockages ou épandages de matières ou de produits polluants ou toxiques, y compris les eaux usées de toutes origines,*
- ✓ *La création de plans d'eau*
- ✓ *L'installation de stations d'épuration ou d'assainissement autonomes ainsi que leurs rejets,*
- ✓ *Le stockage ou l'épandage de lisiers, fumiers, boues industrielles, de station d'épuration ou domestiques.*
- ✓ *[...] »*

Le périmètre de protection de captage de La Barque P2 est également présent sur la commune, en conséquence, il existe des prescriptions à appliquer à l'assainissement.

D'après l'avis de l'hydrogéologue expert du 02/03/2009, il a été reconnu que : « *Dans ce périmètre, on veillera particulièrement à l'application des différents textes afférents à la protection des eaux potables d'origine superficielle ou souterraine.* »

Dans le cas de projets soumis à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration, les documents d'incidence à fournir au titre de la réglementation des installations classées et de la Loi sur l'Eau, devront faire le point sur les risques de pollutions liés au projet.

En règle générale, toute activité existante ou projetée doit prendre en compte la protection des

ENTECH Ingénieurs Conseils

ressources en eau souterraine et superficielle dans ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet ; on attirera notamment l'attention sur la qualité des rejets destinés à rejoindre l'Orb. »

5.1.6.2 Constraintes de l'habitat

Les contraintes de l'habitat prises en considération sont les suivantes :

- la disposition habitation / parcelle,
- l'encombrement de l'assainissement autonome à la parcelle.

Une surface suffisante doit être disponible en aval de l'habitation, en plus des surfaces construites, pour pouvoir mettre en place un assainissement autonome. Pour évaluer l'emprise des dispositifs d'assainissement individuel, il devra être pris en compte :

- la dimension des ouvrages de prétraitement des effluents,
- la surface nécessaire au dispositif d'assainissement non collectif,
- la distance à respecter entre les ouvrages et les puits est définie par l'Arrêté du 7 septembre 2009 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 : les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres des captages d'eau utilisée pour la consommation humaine.
- Généralement les distances à respecter entre les ouvrages, les constructions, les plantations et les limites de propriétés sont définies ainsi :
 - ✓ La distance minimale d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation avec l'habitation est de 5 mètres,
 - ✓ La distance minimale d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation avec les plantations, les limites de propriété et les arbres est de 3 mètres (DTU 64.1 Août 2013).

Les possibilités d'implantation des dispositifs d'épuration – évacuation seront à étudier au cas par cas pour chaque habitation dans le cadre de la réalisation ou de la mise aux normes de l'assainissement individuel.

5.1.7 Dispositions communes à tout dispositif d'épandage

Pour un bon fonctionnement, tout dispositif d'assainissement autonome ne devra pas être le lieu de circulation de véhicules, ni de plantation à racines profondes, ni de stockage de charges lourdes.

Les revêtements superficiels devront être perméables à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit être à une distance minimale de 35 m de tout puits ou captage d'eau potable et à 3 m minimum de toute mitoyenneté.

Les prétraitements doivent être assurés par une fosse toutes eaux dimensionnées suivant le volume d'effluent journalier (par exemple 3 m³ pour une habitation classique accueillant 4 à 5 personnes). Elle devra se situer à moins de 10 m de l'habitation, afin d'éviter les sédimentations par perte de charge.

Cette fosse doit être régulièrement vidangée (tous les 2 à 4 ans) et l'activité biologique entretenue chaque semaine par ajout d'un activateur bactériologique.

Ces installations devront satisfaire les normes actuelles préconisées par le Document Technique Unifié 64.1 (DTU 64.1 Août 2013).

5.1.8 Le service public d'assainissement non collectif

Afin de protéger la salubrité publique, la commune a obligation d'assurer le contrôle périodique des dispositifs d'assainissement individuel, et, si elle le décide, leur entretien. Ce contrôle technique devait être assuré sur l'ensemble du territoire avant le 31 décembre 2012 pour le contrôle exhaustif des installations (circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif).

Aucune périodicité n'est imposée par la législation, mais il est conseillé qu'elle corresponde à la fréquence de vidange des installations, soit tous les 3 à 4 ans environ. Les modalités de contrôle sont les suivantes : envoi d'un avis préalable de passage et rédaction d'un compte rendu de visite avec copie au propriétaire.

Les compétences communales concernant le contrôle et, le cas échéant, l'entretien d'installations privées constituent des missions de service public. Ce contrôle s'exerce à deux niveaux :

- Dans le cadre de l'instruction du permis de construire ou d'une déclaration de travaux, vérification des dispositifs installés, sur la base des pièces administratives et techniques, puis sur le site, à l'achèvement des travaux, avant remblayage,
- Vérification périodique portant sur le fonctionnement et l'exploitation de l'installation d'assainissement.

Le fonctionnement du service public d'assainissement non collectif donnera lieu à des redevances mises à la charge des usagers permettant d'assurer les missions de contrôle.

6 CONCLUSION DU PROJET DE ZONAGE

Compte tenu :

- De la répartition des habitations actuellement en assainissement collectif,
- De la volonté de la commune de limiter l'extension de son village,
- Des contraintes environnementales,
- De l'orientation des différents documents cadres et de la réglementation associée.

Le projet de zonage retenu pour la commune de Thézan-lès-Béziers et devant être soumis prochainement à enquête publique est détaillé dans les parties suivantes.

6.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La commune de Thézan-lès-Béziers a identifié de multiples secteurs qui feront l'objet d'extension au cours des années à venir et qui seront raccordés à l'assainissement collectif, notamment :

- Zones urbanistiques au Nord (2 Tranches)
- Extension ZAE

L'assainissement collectif sur le reste de la commune de Thézan-lès-Béziers dont la CCAM gère la compétence assainissement restera inchangée en situation future.

6.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La commune compte **33** installations en assainissement non collectif. L'assainissement collectif ne représente par conséquent que 2 % des systèmes épuratoires sur le territoire communal.

Compte tenu des éléments suivants :

- L'éloignement de chaque ANC du réseau d'assainissement collectif,
- La densité d'habitat faible sur ces secteurs,
- Les coûts élevés par habitation pour un raccordement au réseau d'assainissement collectif,
- Les tailles des parcelles suffisamment grandes pour recevoir des filières d'assainissement individuel

L'assainissement non collectif sur la commune de Thézan-lès-Béziers dont la CCAM gère la compétence assainissement restera inchangée en situation future.

7 OBLIGATIONS DE LA COMMUNE ET DES PARTICULIERS

7.1 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le règlement d'assainissement communal devra être respecté.

7.2 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.2.1 Obligations de la commune

Conformément à la Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, à l'Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les modalités du contrôle exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif et en vertu du Code des communes, la commune a la responsabilité sur son territoire du contrôle du bon fonctionnement des systèmes de traitement autonomes et la responsabilité, si elle le décide, de leur entretien.

Ce service public d'assainissement non collectif donne lieu à des redevances à la charge des usagers et permettant d'assurer les missions de contrôle et éventuellement d'entretien du service public.

Afin d'informer les usagers, un règlement de service devra préciser les modalités de mise en œuvre de la mission de contrôle, notamment :

- la périodicité des contrôles,
- les modalités d'information du propriétaire de l'immeuble ou, le cas échéant, de l'occupant de l'immeuble,
- les documents à fournir pour la réalisation du contrôle,
- le montant de la redevance du contrôle et ses modalités de recouvrement.

7.2.1.1 Installations concernées

Les missions de contrôle s'exercent quelles que soient la taille et les caractéristiques de l'habitation. Ainsi un camping, un hôtel ou encore une habitation légère de loisirs doivent être contrôlés par le SPANC.

7.2.1.2 L'objet du contrôle

La mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif confiée aux communes (ou le cas échéant aux structures de coopération intercommunale ou à un délégataire) vise à vérifier que ces installations :

- ne portent pas atteinte à la salubrité publique,
- ne portent pas atteinte à la sécurité des personnes,
- permettent la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

L'arrêté du 7 septembre 2009 (article 2) précise que le contrôle des installations d'assainissement non collectif doit permettre d'identifier d'éventuels risques environnementaux ou sanitaires liés à la conception, à l'exécution, au fonctionnement, à l'état ou à l'entretien des installations.

7.2.1.3 Les modalités du contrôle

L'arrêté du 7 septembre 2009 distingue trois types de contrôle.

Pour les installations d'ANC ayant déjà fait l'objet d'un contrôle à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 7 septembre 2009 (c'est-à-dire avant le 10 octobre 2009, la publication de ce texte au JO étant intervenue le 9 octobre) : le contrôle à réaliser est un contrôle périodique.

Pour les installations d'ANC n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle, il convient de distinguer deux situations :

- l'installation d'ANC a été réalisée ou réhabilitée avant le 31 décembre 1998 : le contrôle à effectuer sera un diagnostic de bon fonctionnement.
- l'installation d'ANC a été réalisée ou réhabilitée après le 31 décembre 1998 : le contrôle à effectuer consistera en une vérification de conception et d'exécution.

Une fois ces « premiers contrôles » effectués, les contrôles suivants seront des contrôles périodiques.

7.2.1.4 Le contenu de chaque type de contrôle

Pour chaque type de contrôle présenté ci-dessus, l'arrêté du 7 septembre 2009 précise l'objet du contrôle, ses modalités d'exécution et les points à vérifier à minima.

Le contrôle périodique.

Selon l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009, le contrôle périodique consiste à :

- vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle effectué par la commune,
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

Le diagnostic de bon fonctionnement.

Selon l'article 4 de l'arrêté du 7 septembre 2009, le diagnostic de bon fonctionnement consiste à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation,
- repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation,
- constater que le fonctionnement de l'installation ne crée pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La vérification du respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation, suppose d'une part d'établir, de façon certaine, la date de réalisation ou de réhabilitation de l'installation et, d'autre part, de disposer d'un recueil de l'ensemble des textes relatifs à l'ANC.

La vérification de conception et d'exécution.

Selon l'article 5 de l'arrêté du 7 septembre 2009, la vérification de conception et d'exécution consiste à :

- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ; repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels,
- vérifier l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée au type d'usage, aux contraintes sanitaires

ENTECH Ingénieurs Conseils

et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi,

- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation,
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

La vérification de l'adaptation de la filière réalisée ou réhabilitée aux contraintes sanitaires et environnementales et aux exigences et à la sensibilité du milieu suppose également que le SPANC puisse disposer une connaissance précise de ces contraintes.

7.2.1.5 Le déroulement du contrôle

L'arrêté du 7 septembre 2009 prévoit expressément, que chacun de ces contrôles s'exerce sur la base des documents fournis par le propriétaire et lors d'une visite sur place.

La réalisation du contrôle est précédée par l'envoi d'un avis de visite qui doit être adressé au propriétaire de l'immeuble (et le cas échéant à l'occupant) dans un délai raisonnable. L'article 7 de l'arrêté précise que ce délai ne peut être inférieur à 7 jours ouvrés.

La réalisation du contrôle donne lieu à la rédaction d'un rapport de visite dont l'objet et le contenu sont précisés par l'article 6 de l'arrêté du 7 septembre 2009 et mentionné à l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique. Celui-ci est adressé par la commune au propriétaire de l'habitation.

Les conclusions de ce rapport devront comporter, si nécessaire, la liste des travaux de réhabilitation à effectuer dans les 4 ans ou les recommandations sur la nécessité de réaliser des travaux mineurs.

Le propriétaire est tenu d'informer la commune des modifications réalisées à la suite du contrôle. Une contre visite est expressément prévue pour vérifier que les travaux mentionnés dans le rapport de visite ont bien été réalisés. Cette contre visite comprend une vérification de conception et d'exécution réalisée avant remblaiement.

D'autre part, l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales précise : « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sécurité et la salubrité publique. Elle comprend notamment : 5° : le soin de prévenir par des précautions convenables, et de faire cesser... les pollutions de toute nature...».

7.2.2 Obligations du particulier

7.2.2.1 Responsabilités et obligations du propriétaire

Considérant la variabilité des formations pédologiques superficielles présentes sur le territoire, il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix une étude de sol et de définition de filière. Cette étude devra permettre au service du SPANC de statuer sur la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et de bon dimensionnement du dispositif.

La conception et l'implantation de toute installation d'assainissement non collectif, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes :

- Aux prescriptions techniques nationales applicables à ces installations,
- A la norme NF P163603 du DTU64.1 d'aout 2013,
- Aux dispositions particulières dans le département de l'Hérault relatives à l'assainissement non collectif figurant à l'arrêté préfectoral n°2015-05-04910 du 20 mai 2015,

- Au règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

7.2.2.2 Obtention du permis de construire

Dans le cadre de la demande d'un permis de construire, la SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

Le pétitionnaire retire auprès du service instructeur du permis de construire un dossier comportant :

- Un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser,
- La liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
 - ✓ Un plan de situation de la parcelle,
 - ✓ Une étude de sol et de définition de filière,
 - ✓ Un plan de masse du projet de l'installation,
 - ✓ Un plan en coupe de la filière et du bâtiment,
 - ✓ Une information sur la réglementation applicable,
 - ✓ Une notice technique sur l'assainissement non collectif.

Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou toute autre installation produisant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit également réaliser une étude particulière visée à l'article 8 du règlement du SPANC.

7.2.2.3 Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de pré-traitement, de traitement et, le cas échéant, de la dispersion des eaux traitées. Il porte également sur la bonne exécution des travaux.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues par l'article 6 du règlement du SPANC.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être conforme, conforme avec recommandations particulières ou non conforme. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement du SPANC. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est non conforme, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable.

7.2.2.4 Entretien et fonctionnement du système de traitement

Le propriétaire se doit d'assurer l'entretien de ses ouvrages pour leur bon fonctionnement. Ceci implique :

- un curage régulier des ouvrages de prétraitements (bacs à graisse, fosse toute eaux) dès que nécessaire conformément aux prescriptions du constructeur,
- un contrôle du bon écoulement des eaux vers le dispositif de traitement et réalisation de toutes opérations nécessaires à son bon fonctionnement,
- tenir à disposition des services techniques les justificatifs (factures..) des opérations d'entretien effectuées.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vidanger,

ENTECH Ingénieurs Conseils

est tenue de remettre à l'occupant du logement ou au propriétaire le document prévu à l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des vidangeurs et prenant en charge le transport et l'élimination des matières de vidanges extraites des installations d'assainissement non collectif.

En aucun cas, le propriétaire ne peut s'opposer à la vérification de ses ouvrages de traitement s'il a été informé au préalable de leur venue.

7.2.2.5 Évacuation des sous-produits de traitement (graisses, matières de vidange)

Le curage des ouvrages (fosse septique toutes eaux) doit être réalisé par une entreprise agréée. Ces entreprises assurent les opérations de curage, de transport et d'élimination des sous-produits. Néanmoins, le propriétaire doit impérativement s'assurer de la destination de ces déchets et demander un certificat d'intervention à l'entreprise prestataire.

8 GLOSSAIRE

- SPANC : service Public d'Assainissement Non Collectif
- STEU : Station de Traitement des Eaux Usées
- PR : Poste de Refoulement/Relevage
- Assainissement non collectif : système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des habitations non raccordées au réseau public d'assainissement.
- Assainissement collectif : système d'assainissement comportant un réseau public réalisé par la commune.
- Eaux ménagères : eaux provenant des salles de bains, cuisines, buanderies, lavabos, etc.
- Eaux usées : ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.
- Eaux vannes : eaux provenant des toilettes.
- Effluents : eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.
- Filière d'assainissement : technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques comprenant, la fosse toutes eaux et équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.
- Perméabilité : capacité d'un sol à infiltrer des eaux.

9 LISTE DES PIECES

9.1 ANNEXES

Annexe n°1 : Fiches ouvrages STEU & PR

Annexe n°2 : Fiche synthèse ANC

Annexe n°3 : Diagnostic Génie Civil STEU Thézan-lès-Béziers-Pailhès

Annexe n°4 : Rapport Investigations Réseaux EU Thézan-lès-Béziers

Annexe n°5 : Analyse Capacitaire STEU Thézan-lès-Béziers-Pailhès

9.2 PIECES GRAPHIQUES

Plan n° 1 : Localisation géographique

Plan n°2 : Structure du service assainissement

Plan n°3 : Contexte Géologique

Plan n°4.1 : Masse d'eau souterraine

Plan n°4.2 : Vulnérabilité des eaux souterraines

Plan n°4.3 : Masses d'eaux superficielles

Plan n°5.1 : Contexte hydrographique

Plan n°5.2 : Etat des masses d'eau souterraines

Plan n°5.3 : Etat des masses d'eau superficielles

Plan n°5.4 : Etat écologique et chimique de cours d'eau

Plan n°5.5 : Plan de Prévention du Risque Inondation

Plan n°6.1 : Plan Natura 2000 et ZNIEFF type 1 et 2

Plan n°6.2 : Sites inscrits

Plan n°6.3 : Ouvrages au sein des PPR et PPE de captages

Plan n°7 : Carte des réseaux EU de la commune de Thézan-lès-Béziers

Plan n°8 : Etat de l'ANC

Plan n°9 : Développement urbanistique de Thézan-lès-Béziers

Plan n°10 : Zonage futur EU de la commune de Thézan-lès-Béziers